

« L'Etat n'a pas envie d'un pouvoir avec lequel il faudrait qu'il discute »

Robert Savy, ancien président du conseil régional, a animé hier les 15^e entretiens universitaires réguliers sur l'administration de l'Europe qui a réuni plus d'une cinquantaine de participants à Limoges. Douze nationalités étaient représentées.

Avec la crise, la réforme territoriale est-elle encore opportune ?

La crise va probablement conduire, dans l'approche actuelle des gouvernements, à une diminution de la voilure des politiques publiques. Et cela va toucher forcément les collectivités locales comme l'État. Que à cause de cela, il faille s'interdire de moderniser son système d'administration locale, probablement pas. Au contraire : plus on doit être strict, plus il faut essayer d'être efficace et économe. Cela me paraît poser la question de la réforme en cours en France.

L'administration territoriale coûte-t-elle aujourd'hui trop cher ?

Quand on regarde comment se répartissent les grandes dépenses des différents niveaux d'administration, on s'aperçoit que 90 % sont effectués par les régions, les départements et les communes dans leur cœur de métier. La concurrence, la complexité jouent sur 10 % des dépenses. Ce n'est pas négligeable et si on peut le réduire, il le faut. C'est un problème que la plupart des



Photo: Valérie Teppie

LIMOGES, HIER. Robert Savy (à droite), président de l'ONG Europa, redoute un «déclin de la décentralisation».

pays qui nous entourent ont résolu. Par exemple, en renonçant au mythe de l'égalité entre toutes les collectivités locales et en disant qu'il y a un chef de file qui coordonne l'ensemble. En France ce ne peut être que la Région. C'est un bon espace pour décliner les politiques nationales.

Encore faut-il que les régions atteignent une taille critique...

Dans les régions des grands pays d'Europe, il y a toutes les tailles. Le Limousin a plus d'habitants que la Rioja espagnole, les Pouilles italiennes, et à peu près autant que la Sarre allemande. La taille est un élément parmi d'autres. L'important, ce sont les

compétences et les moyens. Jusqu' alors, à ma connaissance, la taille du Limousin ne l'a pas empêché de gérer les compétences qui étaient les siennes. Si demain l'enseignement est régionalisé, je ne plaiderai pas pour un diplôme limousin. Ce serait absurde. Mais aujourd'hui, pour donner des aides aux entreprises, entretenir les lycées, organiser la formation professionnelle, la taille n'est absolument pas un inconvénient. Et il n'est pas sûr que les grandes régions soient plus efficaces que les petites. **La régionalisation ne permet-elle pas à l'État de se désengager à bon compte des politiques**

publiques ?

C'est une tentation. Mais s'il ne peut pas se décharger sur les régions, il le fera sur les départements ou les communes. Selon la loi votée l'an dernier, le maître d'ouvrage d'un projet doit financer lui-même au moins 10 % du projet, sauf si c'est l'État. Je crois surtout que l'État n'a pas envie d'un pouvoir avec lequel il faudrait qu'il discute. La réforme territoriale de 2010, qui fait élire de nouveaux conseillers dans un grand canton est faite pour empêcher l'émergence d'une vision régionale. L'État n'aura plus en face de lui que des micro-élus défendant des micro-intérêts. C'est un déclin de la décentralisation.